

secteur privé et des institutions et organisations telles que fondations, institutions universitaires et ONG.

Pour permettre à ces institutions et organisations de s'engager davantage dans le développement, les organismes publics de développement ont une grande responsabilité, à savoir instaurer un cadre propice, notamment mettre en place des infrastructures et moderniser les systèmes et politiques des pays en développement.

L'un des enseignements à ce jour, c'est qu'une croissance durable bénéficiant à tous favorise efficacement le développement et que ce dernier n'est possible qu'avec la coopération de toutes les parties concernées et pas seulement de quelques régions, pays, organisations ou sociétés. Aujourd'hui, le gouvernement japonais met en œuvre l'aide au développement dans le cadre d'une structure « pan-nipponne », avec des ONG et un personnel polyvalents. Reconnue d'une extrême importance, cette démarche reflète en outre les difficultés économiques et budgétaires auxquelles le Japon est confronté aujourd'hui.

### Approches transfrontières des problèmes économiques et sécuritaires

#### Sortie progressive des crises financières et économiques

Les crises financières et économiques qui ont débuté suite aux problèmes liés aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis en 2008 donnent une illustration très parlante des caractéristiques de la mondialisation contemporaine. Commencée dans un seul pays, les États-Unis, la crise financière s'est instantanément propagée à travers la planète pour aboutir à de véritables crises financières et économiques mondiales.

Même si ces crises ont entraîné un très fort ralentissement de l'activité économique, elles n'ont eu qu'un impact limité sur les pays d'Asie, car ces derniers avaient tiré les enseignements de la crise

financière de la précédente décennie dans la région et s'étaient armés en conséquence. Grâce en partie au succès d'actions telles que les politiques d'aide financière et de relance axées sur l'Asie, conduites en collaboration avec la communauté internationale, une reprise économique tirée par l'Asie semble devoir s'affirmer.

Pour que l'Asie, notamment le Japon, puisse être une locomotive de l'économie mondiale, la JICA poursuivra ses efforts en vue de soutenir cette croissance, tout en favorisant une collaboration qui permette aux pays en développement, nations asiatiques comprises, de sortir progressivement des crises financières et économiques, et de parvenir à une croissance durable.

#### Adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets

Pour que le monde puisse connaître une croissance durable à long terme, il est nécessaire de répondre de manière appropriée aux risques de portée mondiale, tels que le changement climatique.

Pour réduire les risques liés à ce phénomène, il faut prendre des « mesures d'atténuation » telles que la réduction ou le ralentissement des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la conservation et l'extension des « puits de carbone », notamment les forêts qui absorbent le CO<sub>2</sub>, et ce pas uniquement dans les pays développés mais aussi dans les pays en développement. La JICA met en œuvre toute une série de mesures de lutte contre le changement climatique et notamment celles en faveur des « bénéfiques accessoires », qui contribuent à la croissance économique tout en réduisant les gaz à effet de serre.

Le monde entier subit les effets du changement climatique. Cela étant, il est essentiel pour les pays en développement touchés de manière significative de s'adapter à ces effets s'ils veulent parvenir à un développement durable sans en perdre les bénéfices. En particulier,

Étude de cas

### Le développement des infrastructures régionales au service de la coopération transfrontalière en Afrique

Afrique : Développement de l'infrastructure régionale

Sur le continent africain, qui compte pas moins de 15 pays en développement enclavés, le déficit d'infrastructures de transport et électriques ainsi que l'inefficacité du système d'échanges commerciaux (et notamment des procédures de dédouanement) constituent de sérieux obstacles à la croissance économique.

Conformément aux engagements pris lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui s'est tenue à Yokohama en 2008, la JICA participe à des initiatives axées sur le développement des infrastructures régionales dans les secteurs des transports et de l'énergie, notamment.

Dans le domaine des transports, par exemple, l'Agence contribue à l'intégration économique régionale et à l'amélioration de la distribution intrarégionale via le développement du corridor économique de Nacala. Ce corridor prévoit notamment de relier le Malawi et la Zambie, deux pays privés d'accès à la mer, au port mozambicain de Nacala. Après la construction d'un pont à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe financée par un don, on a

élaboré des lois et formé des effectifs dans le cadre des préparatifs à la mise en place d'un poste frontière à guichet unique (PFGU). Ce dispositif a pour objectif d'accélérer les procédures de passage des frontières.

En décembre 2009, le premier PFGU du continent africain a commencé à fonctionner à Chirundu.

S'agissant de l'interconnexion des réseaux électriques au niveau régional, la JICA soutient la mise en place d'un réseau de transport d'électricité desservant cinq pays du Bassin du Nil (Ouganda, Kenya, Rwanda, Burundi et République démocratique du Congo). Ce projet cofinancé par la Banque africaine de développement (BAfD) devrait améliorer l'efficacité et la continuité de

l'approvisionnement électrique.

La JICA continuera à soutenir activement le développement d'infrastructures régionales afin d'accélérer la croissance économique africaine.



Nouveau terminal de fret au PFGU de Chirundu. La réduction importante des temps d'attente aux frontières devrait avoir de nombreuses retombées positives, comme l'amélioration de la valeur commerciale des produits agricoles due à la baisse des coûts de transport.